



 **VEILLE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**D'EUROPE CENTRALE ET DES ETATS BALTES**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

**DE VARSOVIE**

Avril 2023

## Sommaire

Zoom – invasion russe en Ukraine.....	2
Secteur du transport.....	2
Secteur de l'énergie.....	2
Autres secteurs .....	6
<b>Autres faits saillants.....</b>	<b>7</b>
Pologne .....	7
Hongrie .....	10
République Tchèque.....	13
Slovaquie.....	14
Lituanie .....	17
Lettonie.....	19
Estonie.....	20
<b>Calendrier .....</b>	<b>22</b>

# Zoom – invasion russe en Ukraine

## Secteur du transport

### Chute des volumes de fret dans les Etats Baltes et stratégies de diversification

Les restrictions commerciales contre la Russie et la Biélorussie continuent d'impacter **le secteur ferroviaire lituanien** – et notamment l'entreprise de transport de marchandises du groupe des chemins de fer, LTG cargo – à deux niveaux. Au cours du premier trimestre 2023, la politique de tolérance zéro de l'entreprise et les sanctions internationales ont conduit à une **baisse de 37% du volume de fret** en glissement annuel. Parallèlement, en accord avec la volonté de diversification des partenaires commerciaux et de l'intégration plus poussée de l'Ukraine au réseau européen, **LTG cargo a considérablement augmenté ses volumes de fret avec l'Ukraine**. Sur les trois premiers mois de l'année, l'entreprise a fait transiter 7 700 t de produits agricoles, et a exporté vers l'Ukraine 72 000 t de pétrole et de produits pétroliers.

En janvier-mars 2023, le volume de marchandises transporté par rail a également baissé de **36,3% en Lettonie** par rapport à la même période en 2022 et a atteint 4,35 Mt. Le fret ferroviaire international, ainsi que le fret en transit, ont diminué de presque 40% par rapport aux trois premiers mois de l'année précédente. La baisse des volumes de fret est principalement due à la diminution des cargaisons de charbon, d'engrais minéraux et de produits pétroliers. En revanche, les céréales, les minerais et les autres types de fret sont restés stables. Enfin, **le transport de fret ferroviaire national a progressé (+15%)**.

**La chute des volumes se confirme également dans le secteur portuaire en Lettonie** (volumes transportés à -10,6% au T1), portée par une **diminution des volumes de vrac (-14%)** alors qu'ils constituent plus de 50% des volumes transbordés. Le trafic de charbon a chuté de 41%, tandis que celui des produits chimiques a diminué de 3,4 fois en glissement annuel pour atteindre seulement 133 300 t au T1 2023. Les produits pétroliers, qui représentent 94% du volume total des cargaisons liquides, ont diminué de 12% par rapport à la même période 2022. En revanche, le fret général reste stable (-0,2% par rapport à janvier-mars 2022).

## Secteur de l'énergie

### La Lituanie souhaite accélérer la synchronisation du système électrique

Les Lituanais envisagent de se retirer de manière précoce du réseau BRELL (Biélorus, Russie, Estonie, Lettonie, Lituanie) hérité de l'époque soviétique, du fait du contexte d'instabilité géopolitique. Ainsi, ils ont réalisé le 22 avril un test isolé du système électrique lituanien pour se synchroniser avec l'Europe occidentale. Le test fut un succès : pendant près de 10h le réseau lituanien a été déconnecté du système IPS/UPS contrôlé par la Russie, l'électricité a été fournie par les centrales du pays, par la Pologne et la Suède. La désynchronisation des Baltes du réseau BRELL est prévue pour 2025. Un découplage anticipé en 2024, tel que le souhaiterait la Lituanie, nécessiterait une décision commune des trois pays baltes.

### Le secteur des engrais vise le rebond en se verdissant

En Lituanie, la guerre en Ukraine a causé une perturbation des chaînes d'approvisionnement et une hausse du prix de l'énergie qui ont fait chuter de 37% le chiffre d'affaires de l'entreprise AB

Achema, et ses bénéficiaires avant impôts de 34%. Malgré un mauvais bilan 2022, le pire des 15 dernières années, ce fabricant d'engrais a maintenu ses objectifs de transformation verte de sa production en investissant 14,5 M€ pour moderniser son système énergétique, réduire son impact sur l'environnement et mener à bien des projets visant à réduire sa consommation en ressources énergétiques. En outre, Achema veut construire une usine d'électrolyse d'une puissance de 213 MW sur son site afin de produire de l'hydrogène vert. Le projet d'Achema devrait coûter près de 344 M€ et sera financé à 35,6% par le Fonds pour une transition juste et le reste par des prêts bancaires et fonds propres.

## Dépendance aux ressources fossiles russes et diversification

La sortie de la dépendance aux ressources russes des pays ne disposant pas d'accès à la mer est un vrai défi.

**La Tchéquie n'a pas importé de gaz russe depuis janvier 2023.** La totalité du gaz importé (1,7 Md m<sup>3</sup>) a transité par l'Allemagne, en provenance des Pays-Bas et de Norvège. Le ministre s'est par ailleurs félicité d'une consommation des réserves de gaz plus basse que les années précédentes (1,29 Md m<sup>3</sup> entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 20 avril 2023, contre 1,45 Md m<sup>3</sup> en moyenne entre 2015 et 2022). Le pays importe toujours du pétrole russe, comptant ainsi pour 50% des approvisionnements tchèques.

**La Slovaquie multiplie les accords et initiatives pour diversifier ses approvisionnements** via plus particulièrement la **regazéification**. Le 20 avril, lors de la visite du président italien Mattarella, la société de gaz SPP a signé des mémorandums non contraignants avec les sociétés énergétiques italiennes Eni, Snam et Enel visant à accéder aux capacités de regazéification des terminaux GNL sur la côte italienne. De même, le 25 avril, la société de gaz SPP a signé un mémorandum d'entente avec l'énergéticien allemand RWE Supply & Trading portant sur l'élargissement de l'accès de SPP aux capacités de regazéification et de stockage en Allemagne. Par ailleurs, SPP a entamé des négociations avec des producteurs de GNL aux Etats-Unis, au Qatar et dans d'autres pays asiatiques et africains. A ce jour et d'après le bureau d'étude CREA (Centre for Research on Energy and Clean Air), sur les 4 premiers mois 2023, **la Slovaquie aurait été le 4<sup>ème</sup> pays au monde qui a payé le plus à la Russie pour des combustibles fossiles** après la Chine (18,9 Mds€), l'Inde (14,1 Mds€) et la Turquie (7,5 Mds€). Ces importations valaient 1,6 Md€ dont 1 Md€ pour le pétrole et 600 M€ pour le gaz. Les données sont disponibles ici : <https://www.russiafossiltracker.com/>

La **Hongrie** en revanche ne remet pas en cause sa relation avec la Russie. Le ministre des Affaires étrangères et du Commerce s'est rendu à Moscou pour s'entretenir avec le vice-Premier ministre chargé de l'énergie et le DG de Rosatom. « *La sécurité énergétique de la Hongrie nécessite un approvisionnement ininterrompu en gaz, en pétrole et en combustible nucléaire. Pour ce faire, la coopération avec la Russie dans le secteur de l'énergie doit se poursuivre. Ce n'est pas une question de goût politique, mais de physique* » a-t-il précisé. Dans l'émission Hardtalk (BBC World Service, 18 avril), le ministre a nié avoir conclu de nouveaux contrats avec la Russie et a indiqué que le contrat de Paks II sera renégocié pour répondre aux contraintes actuelles.

**La société MOL envisage toutefois de se passer du pétrole russe** d'ici à 3 ans et table sur le développement de nouvelles infrastructures et sur des investissements réalisés dans ses raffineries de Százhalombatta et de Bratislava. Ces rénovations, pour lesquelles MOL réclame une aide financière de l'UE, permettront de réduire la part de pétrole russe de type Oural que la raffinerie doit traiter pour fonctionner correctement. Le PDG de la compagnie a aussi indiqué s'opposer à la **hausse substantielle des frais de transit** annoncée par l'opérateur **de l'oléoduc croate Janaf**. MOL souhaite la signature d'un contrat de long-terme à ce sujet. La hausse des frais de transit concerne également la livraison de pétrole russe via **l'oléoduc ukrainien Druzhba**. A compter du 1<sup>er</sup> juin, les frais augmenteront de 25%, puis encore de 23,5 % le 1<sup>er</sup> août. De plus, ces frais seront dorénavant versés directement à la compagnie ukrainienne Ukrtransnafta, et non

plus à la compagnie russe Transneft. Un nouveau contrat doit donc être établi entre MOL et Ukrtransnafta pour valider ces changements censés être effectifs à partir du mois de mai.

**L'ouverture de nouveaux corridors dans les pays tiers** contribuera à la diversification des sources d'approvisionnement. La Slovaquie (Eustream) s'est jointe à la Hongrie (FGSZ), à la Bulgarie (Bulgartransgaz) et à la Roumanie (Transgaz) pour soutenir via un *memorandum of understanding* avec l'Azerbaïdjan (Socar) le développement de l'importation de gaz en Europe via un nouveau gazoduc nommé « **Solidarity Ring** ». Alors que celui-ci passera par la Turquie, la Hongrie poursuit les négociations avec l'entreprise Botas pour la livraison de gaz d'origine turque. Le ministre des Affaires étrangères et du Commerce a ainsi rappelé lors de sa dernière visite en Turquie l'importance de la coopération énergétique entre les deux pays. L'initiative « Solidarity Ring » est soutenue par la Commission européenne. Selon le ministre hongrois, l'UE a un rôle à jouer en matière de financement de ces projets d'infrastructures énergétiques.

En outre, un **accord** a été trouvé parmi les actionnaires du consortium TAL pour le projet **d'extension des capacités de l'oléoduc transalpin** (projet TAL+), auquel la société tchèque MERO CR est partie prenante. Le projet pourrait s'achever en 2024, permettant de doubler les capacités d'approvisionnement de pétrole brut vers la République tchèque à 8 M t/an, afin de garantir son indépendance totale vis-à-vis des importations de pétrole russe qui transitent aujourd'hui par l'interconnexion Druzhba. Pour mémoire, l'oléoduc TAL approvisionne en pétrole brut l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne et la République tchèque (connectée via le pipeline IKL) depuis le port de Trieste. Par ailleurs, **un nouvel oléoduc va être construit entre la Hongrie et la Serbie**. MOL et l'entreprise serbe Transnafta sont en effet en négociation pour ce projet qui reliera Algyio, au sud de la Hongrie, à Novi Sad, dans le nord de la Serbie. Un accord final devrait être établi en juin.

Par ailleurs, **la Tchéquie veut renforcer la coopération avec l'Asie centrale** en augmentant les approvisionnements en produits énergétiques et en matières premières critiques. A l'avenir, le Kazakhstan pourrait ainsi faire figure de principal partenaire pour les importations de pétrole, en remplacement du brut russe, tandis que l'Ouzbékistan assurerait la fourniture d'uranium et de cuivre.

## Le défi des nouvelles interconnexions électriques

Alors que l'appel d'offres relatif à la ligne électrique sous-marine stratégique devant relier la Pologne à la Lituanie *Harmonylink* a été annoncé infructueux (les offres déposées portant le projet à 1,6 Mds€ contre un budget initial de 680 M€), d'autres projets de connexions émergent dans la région.

**La Hongrie** s'intéresse à la construction de **lignes électriques sous-marines** qui passeraient sous la mer Noire et permettrait d'importer en Roumanie puis en Hongrie de l'énergie verte issue du Caucase. Lors d'un événement consacré à ce « Corridor énergétique vert », le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce a indiqué que la Hongrie était prête à prendre en charge une partie des coûts de construction du projet. D'une longueur de 1 200 km, ces lignes électriques sous-marines seraient les plus longues jamais construites. **L'Estonie** s'intéresse également au développement d'une ligne sous-marine qui permettrait de la relier à l'Allemagne.

## Révision des Plans de Relance

Le 18 avril, le gouvernement polonais a mis en consultation le projet de chapitre REPowerEU, qui sera ajouté au Plan de relance national polonais (KPO). Les consultations durent jusqu'au 9 mai.

La Pologne est éligible à 2,7 Mds€ de dons et 22,5 Mds€ de prêts pour les projets labellisés REPowerEU. Majoritairement, le volet « dons » reprend et renforce des investissements déjà présents dans le plan de relance initial. Ainsi, il prévoit (i) le doublement des enveloppes dédiées

au renforcement du réseau électrique (+0,3 Mds€) et aux communautés énergétiques (+0,1 Md€), (ii) 0,2 Md€ de subventions au stockage de l'énergie (précédemment en volet prêt du PRR) et (iii) la prise en charge d'une partie (0,75 Mds€ sur 1,1 Md€) des achats de bus zéro et basse-émission. Un nouvel investissement vise le renforcement des réseaux électriques en milieu rural afin de permettre le développement des EnR (0,97 Md€).

Le volet « prêts » porte surtout sur de nouvelles actions dont la création d'un fonds de l'énergie zéro-émission (16,6 Mds€) visant à décarboner le bouquet énergétique dans des secteurs tels que la production d'électricité et de chaleur, la production de carburants zéro-émission pour les transports et le développement de l'industrie verte. Dans le contexte de la sortie de la dépendance à la Russie, une autre nouvelle action est le soutien au développement de l'infrastructure gazière (terminal GNL de Gdansk et interconnecteur gazier Stork II avec la Tchéquie), doté de 1,15 Md€. Enfin, déjà présent dans le volet prêt PRR, le soutien à l'éolien offshore est transféré à REPowerEU et augmenté de 1,54 Mds€, soit un total de 4,79 Mds€ destinés à un nouveau fonds éolien offshore.

Le 26 avril, le gouvernement slovaque a approuvé les modifications du PNRR dont l'allocation globale a été revue à la baisse du fait d'une meilleure conjoncture observée en 2020-2021 (avec aussi une diminution de 200 M€ du cofinancement national). Au titre nouveau chapitre REPowerEU, la Slovaquie reçoit une allocation de 367 M€, complétée par un transfert de 36 M€ de la réserve d'adaptation au Brexit qui n'a pas été utilisée. La stratégie REPowerEU prévoit six réformes et huit investissements. Les réformes concernent notamment la simplification et l'accélération des procédures d'autorisation des énergies renouvelables -géothermie et éolien- (17 M€), la création d'une base de données de l'efficacité énergétique des bâtiments (31 M€) ou le soutien aux projets de rénovation des maisons familiales (10 M€). Quant aux investissements, il s'agit tout particulièrement de la modernisation du réseau électrique (133 M€), la rénovation des bâtiments publics historiques ou classés (45 M€), le soutien au verdissement des transports (67 M€), etc.

## Mesures de soutien face aux prix de l'énergie

**En Slovaquie**, fin avril, le ministère de l'Economie a reçu 75 000 demandes pour des aides énergétiques. Ces demandes s'élevaient à 108 M€. D'ores et déjà, le ministère a alloué 57 M€ de subventions à près de 44 000 demandeurs. Cette mesure de soutien concerne uniquement les trois premiers mois de l'année; mi-mai, le ministre devrait annoncer si la poursuite de ce programme est décidée.

Mi-avril, le gouvernement a approuvé une nouvelle mesure pour contenir les prix des énergies. En dehors des subventions au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2023 pour les entreprises, le gouvernement a plafonné les prix de l'énergie de près de 39 000 consommateurs, principalement des municipalités, des écoles, des hôpitaux etc. Cette aide devrait s'élever à 325 M€ en 2023.

Selon le ministère de l'Economie, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2023, l'Etat a versé 561 M€ pour compenser la différence entre les prix du gaz régulés aux ménages et les prix de marché. Les compensations ont été versées aux fournisseurs du gaz dont notamment la société publique SPP. Pour autant, la consommation de gaz a fortement baissé chez les particuliers; l'Union slovaque du gaz et du pétrole estime que la consommation de gaz a baissé de 18% par rapport à la moyenne des 5 dernières saisons de chauffe du fait de deux facteurs. D'une part, pour un tiers de la baisse, du fait d'un hiver plus doux car la température moyenne a été de 1°C plus élevée que la moyenne des cinq dernières années. D'autre part, pour 70% de la baisse, du fait d'économies de consommation ou de réduction de production, avec une contribution déterminante des ménages puisque 63% des maisons familiales utilisent le gaz comme combustible pour leur chauffage.

**En Hongrie**, le mécanisme de soutien aux entreprises mis en place dans le contexte de la hausse des prix de l'électricité a été validé par la Commission européenne. D'un montant total d'1 Md€, ces aides peuvent prendre la forme de prêts ou de garanties, accessibles aux entreprises de toutes tailles, jusqu'au 31 décembre 2023. Le mécanisme vise notamment à réduire la dépendance des entreprises envers les énergies fossiles et à les accompagner dans la transition énergétique.

**Le gouvernement a en outre prolongé les mesures de soutien aux ménages et aux entreprises.** Jusqu'au niveau de consommation moyen, les ménages paient leur électricité 36 HUF/kWh (0,01 €/kWh), puis 70,1 HUF (0,2 €) au-dessus de ce niveau. Pour le gaz, 1 m<sup>3</sup> est facturé 102 HUF (0,3 €) en dessous de la consommation moyenne, et 767 HUF (2,07 €) au-dessus. Ces subventions sur les prix de l'électricité et du gaz auraient en 2023 un coût total de 1 500 Mds HUF (4 Mds€). Le prix de la consommation d'électricité supérieure au seuil de consommation moyenne va diminuer pour les entreprises de moins de 10 employés et dont le CA annuel est inférieur à 2 M€. Toute consommation d'électricité supérieure à la moyenne sera facturée 70 HUF/kWh (0,2 €/kWh) contre 165 auparavant. Le nouveau décret sur le plafonnement des prix du gaz et de l'électricité ne fait pas mention d'une date limite, ce qui donne davantage de liberté au gouvernement.

## L'Ukraine relance l'exportation d'électricité via la Slovaquie

Mi-avril, l'Ukraine a renouvelé ses exportations d'électricité par la Slovaquie. Les autorités ukrainiennes avaient suspendu les exportations en octobre 2022 après les attaques russes sur les centrales électriques et les installations de distribution. Selon le gestionnaire du réseau ukrainien Ukrenergo, le volume de l'électricité exportée vers la Slovaquie représente 200 MWh.

## La Tchéquie intègre la plateforme UE d'achat conjoint de gaz

Les principales entreprises énergétiques tchèques, y compris CEZ, E.ON, MND et Pražská plynárenská, ont rejoint la plateforme européenne d'achat conjoint de GNL nommée *AggregateEU*. Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, l'agrégation de la demande européenne de gaz fluidifiera les approvisionnements vers l'UE, permettant de remplir les réservoirs avant l'hiver et de contenir les risques d'une nouvelle flambée des prix.

## Autres secteurs

### La Lituanie veut légiférer pour des sanctions différenciées à l'égard des russes, mais non biélorusses

Après l'opposition d'un veto par le président Nausėda au vote du Seimas sur l'adoption de sanctions différenciées à l'égard des Russes et des Biélorusses, le Parlement a à son tour rejeté le veto du président. 99 membres du Seimas ont voté en faveur de l'adoption de la loi sans les amendements du président, 7 ont voté contre et deux parlementaires se sont abstenus. La loi adoptée et en vigueur à partir du 2 mai – et jusqu'au 3 mai 2024 – comprend désormais plusieurs mesures applicables aux Russes et non aux Biélorusses : l'acquisition de biens immobiliers ne sera possible qu'en cas de possession d'un permis de séjour ou d'héritage, les demandes de permis de séjour temporaires ne seront pas acceptées, etc.

# Autres faits saillants

## Pologne

### Nominations

Le 27 avril, Łukasz Malinowski a été nommé au poste de président du port de Gdańsk en remplacement de Łukasz Greinke. Il travaillait jusque-là dans la filiale du Groupe Energa à Gdańsk depuis 2016 où il était responsable de la gestion corporative et des RH, après des postes chez Banque PH S.A. et Nordea Bank Polska.

### Energie

Début avril, la ministre Anna Moskwa a présenté les grandes lignes du troisième scénario prévisionnel de la « Politique énergétique de la Pologne jusqu'en 2040 » qui ajoute un quatrième pilier à la politique énergétique du pays : **la souveraineté énergétique**. Selon les premières informations de la ministre, la nouvelle version de la politique énergétique polonaise prévoit un **développement plus rapide des EnR, mais aussi un abandon plus lent du charbon afin de réduire la demande en gaz en période intermédiaire**.

#### - gaz et pétrole

Début avril, Unimot Investments a conclu un accord avec Orlen pour l'achat de 100 % des actions de Lotos Terminale. La transaction clôt définitivement le processus de fusion entre Orlen et Lotos. La vente de Lotos Terminale était la dernière des contreparties anti-monopôle demandées par la Commission Européenne lors de la prise de contrôle de Lotos par Orlen.

#### - hydrogène

La CE a validé dans le cadre des PIIEC un soutien public polonais de 158 M€ à *LOTOS Green H<sub>2</sub>*, entité ad hoc appartenant à PKN Orlen, pour un projet de production d'hydrogène provenant de sources renouvelables. La subvention permettra l'installation d'un électrolyseur d'une puissance de 100 MW, la construction d'une centrale photovoltaïque de 50 MW et d'un réservoir de stockage d'énergie d'une capacité de 20 MWh. L'électrolyseur devrait être mis en service en 2027 et augmenter progressivement sa production d'hydrogène jusqu'à 13 600 t/an.

#### - renouvelables

Selon le rapport "[Plus des EnR dans les réseaux](#)", préparé par l'Association polonaise de l'énergie éolienne et l'université de technologie de Lublin, en attendant la modernisation et l'expansion des réseaux de distribution, des mesures peuvent être prises pour accroître rapidement leur flexibilité. Le rapport décrit 12 mesures qui peuvent contribuer à accroître la capacité des réseaux de distribution pour les EnR.

Début mai, le projet de loi visant à faciliter la préparation et la réalisation des investissements dans les installations de biogaz agricole, préparé par l'équipe du vice-ministre de l'Agriculture et plénipotentiaire du gouvernement pour la transformation de l'énergie rurale Janusz Kowalski, a été adopté par le gouvernement et envoyé à la Diète.

Mi-avril, la Diète a adopté une loi spéciale sur les centrales de pompage-turbinage. Ces centrales serviront d'installations de stockage d'électricité, indispensables pour une transition énergétique à base d'énergie renouvelables. Le 11 mai le Sénat a rejeté le projet de loi.

## Environnement

Le 25 avril, le Conseil des Ministres a adopté le projet de loi sur les zones dégradées de grande surface. Le document vise à supprimer ou limiter les effets négatifs de ces terrains sur l'environnement et la santé humaine. C'est une loi spéciale dédiée à 5 friches industrielles.

### - aménagement urbain

Dans son dernier rapport, la Chambre suprême de contrôle (NIK) a indiqué que la législation en vigueur depuis 2003 ne permet pas d'assurer un bon aménagement du territoire en Pologne. Le contrôle réalisé dans 8 voïévodies (de Basse Silésie, de Cujavie-Poméranie, de la Grande Pologne, de Łódź, de la Petite-Pologne, de Mazovie, des Basses-Carpates et de la Poméranie Occidentale) a montré que seulement 31,7% du territoire est couvert par un document de planification. Cela provoque un habitat dispersé, la dégradation du paysage et la diminution des espaces verts. NIK a précisé que les coûts annuels de ce « chaos » spatial s'élèvent à plus de 83 Md PLN (18 Md€).

### - stockage de CO<sub>2</sub>

Le gouvernement a validé le projet d'amendement à la loi géologique et minière qui prévoit, entre autres, l'élargissement des activités autorisées en matière d'injection et de stockage de CO<sub>2</sub>. Le ministère du Climat et de l'Environnement envisage de faciliter l'adaptation à cette fonction des gisements d'hydrocarbures éteints et de ceux où l'extraction est progressivement limitée. L'amendement vise à accélérer la construction d'unités de stockage d'hydrogène dans les cavités salines et dans les mines désaffectées. Le stockage souterrain d'hydrogène dans ces cavités aura le statut de l'investissement d'intérêt public et deviendra une activité donnée en concession.

## Infrastructures de transport

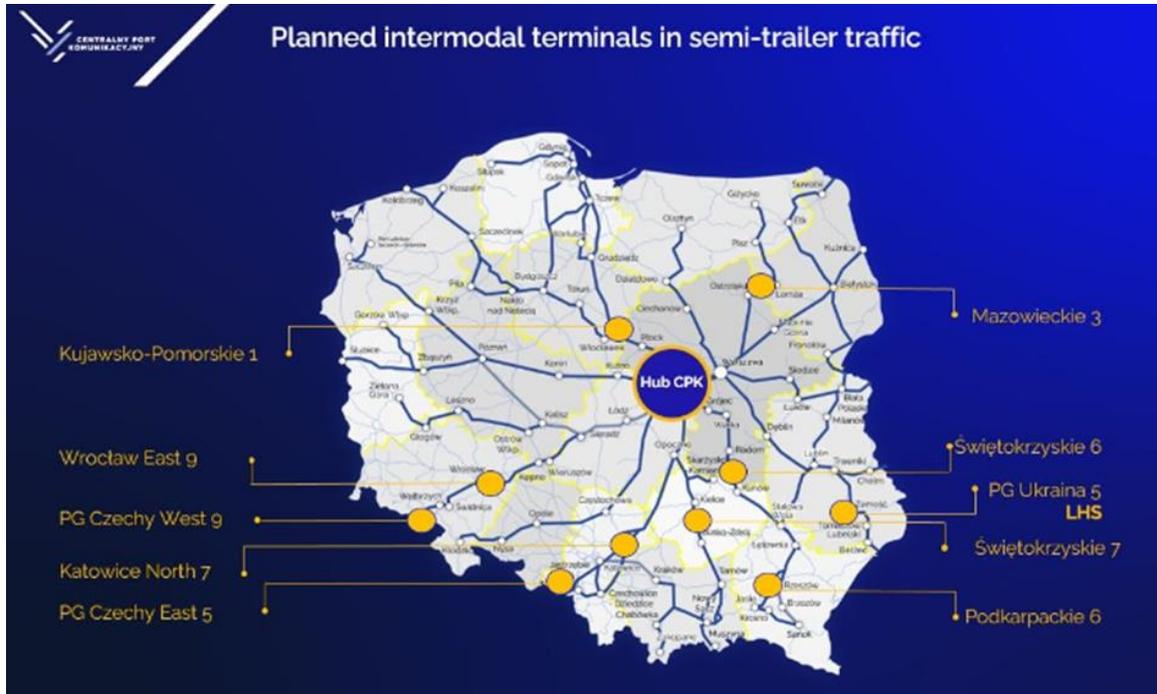
La société CPK a clôturé le programme d'acquisition des propriétés de la zone du futur aéroport destiné aux résidents. CPK a déjà acheté environ 600 ha. Au total, plus de 1 100 propriétaires possédant plus de 3 200 ha se sont portés candidats au projet.

Mi-avril la société CPK a annoncé les résultats du programme « routes plus sûres », visant à améliorer la sécurité routière en particulier pour les piétons et les cyclistes et doté de 80 M PLN (17M€). Il financera plus de 40 projets dans 13 communes. Le programme couvre les tâches de planification, de conception et de mise en œuvre des projets de sécurité routière pour les communes situées à proximité du site de CPK.

Début avril, CPK a finalisé l'accord concluant sa participation majoritaire dans Torpol, société spécialisée dans la modernisation et la construction d'infrastructures ferroviaires.

Le 4 avril la société CPK a déposé à l'Office de la Protection de la Concurrence et des Consommateurs (UOKiK) une demande concernant la prise de contrôle de la société Aéroports Polonais (Polskie Porty Lotnicze – PPL). Pour rappel, PPL est propriétaire unique des aéroports à Varsovie et à Radom et détient des parts dans les 10 aéroports régionaux suivants : Cracovie, Szczecin, Rzeszów, Poznań, Modlin, Gdańsk, Wrocław, Katowice, Olsztyn et Bydgoszcz.

Lors d'un évènement sectoriel, Mikołaj Wild, président de la société CPK, a présenté un tout nouveau concept qui prévoit la construction par CPK de 10 terminaux intermodaux sur les axes ferroviaires du projet CPK, dont l'un sera localisé sur la ligne LHS - le réseau large reliant la Silésie à l'Ukraine. Les terminaux seraient opérés par des entreprises privées et CPK veillerait à ce qu'un standard harmonisé de services y soit assuré.



source : CPK

## Transports

### - routier

Solaris Bus & Coach a été sélectionné pour deux modèles, le Trollino et l'Urbino électriques, pour le marché français. L'UGAP a sélectionné ces deux modèles (versions articulées), Solaris précisant qu'ils sont au catalogue de l'Union des groupements d'achats publics depuis 24 mois.

### - ferroviaire

Le Centre des Projets Européens de Transport (CUPT) a lancé un [appel à candidatures](#) dans la composante E « Mobilité verte et intelligente » du PNRR pour l'achat de matériel roulant par les opérateurs ferroviaires régionaux. L'enveloppe s'élève à 2,1 Md PLN (450 M€). Les demandes peuvent être envoyées du 2 au 31 mai. Les subventions concernent l'achat de rames zéro émission / électriques et équipées de l'ERTMS.

Lors du Congrès Economique de Katowice, Tomasz Gontarz, nouveau vice-président du conseil d'administration de PKP Intercity nommé le 19 avril, a annoncé que l'opérateur envisage de lancer cette année un appel d'offres pour l'achat des 23 rames qui pourraient rouler à une vitesse maximale de 250 km/h. A présent, PKP Intercity dispose des 20 trains à grande vitesse Pendolino fournis par Alstom.

Le ministère des Infrastructures a préparé un projet de règlement qui constituera la base pour un soutien financier dans le cadre du PNRR à hauteur de 450 M PLN (98 M€) aux opérateurs ferroviaires pour l'achat et l'installation de 180 équipements ERTMS à bord. A présent, seulement environ 10% du matériel roulant en Pologne est équipé de ce système.

### - électromobilité

Enefit Volt, le plus grand réseau de stations de recharge rapide de véhicules électriques en Estonie, envisage de construire des stations en Lettonie, Lituanie et en Pologne.

D'ici la fin 2023 la Direction Générale des Routes et des Autoroutes (GDDKiA) envisage de mettre en service 38 stations de chargement des véhicules électriques équipées de 82 points de recharge au total. En 2022, GDDKiA a mis en place 9 stations de recharge avec 20 points de recharge.

## Hongrie

### Energie

#### - *électricité*

La consommation d'électricité a diminué pour le onzième mois consécutif. En mars elle était 7,1% plus faible que l'année passée.

La production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques a atteint un nouveau record à 2 539 MWh le 23 avril. Ce jour, les panneaux photovoltaïques ont produit plus d'électricité que la centrale de Paks pendant près de 5 heures et la Hongrie s'est à nouveau retrouvée exportatrice nette d'électricité.

Mavir, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité hongrois a annoncé des investissements d'une valeur de 400 Mds HUF (1,08 Md€) pour les quatre prochaines années, afin de moderniser et augmenter les capacités du réseau électrique. Le réseau électrique hongrois, proche de la saturation, contraint le gouvernement à interdire le raccord au réseau des nouvelles centrales solaires installées par les particuliers et les entreprises. La modernisation du réseau, conjuguée au fort développement de la production d'électricité solaire, devrait permettre à la Hongrie d'atteindre son objectif de capacité de 6,3 GW d'énergie solaire bien avant 2030, l'échéance initialement prévue. Au-delà, Mavir prévoit d'étendre les connexions électriques internationales, notamment vers la Roumanie et la Serbie.

Un grand nombre de dirigeants de MVM ont été remerciés, suite à un audit réalisé par le nouveau PDG Károly Mátrai. De l'ancienne équipe dirigeante, seuls M. Mátrai et László Fazekas (directeur financier) conservent leurs fonctions. M. Mátrai incrimine la gestion de MVM dont il souhaite simplifier l'organisation et renforcer la transparence.

Le gouvernement a lancé un programme de subventions à destination des opérateurs et distributeurs d'électricité afin de renforcer les capacités de stockage. 58 Mds HUF (155 M€) seront affectés à ce programme dont l'objectif est de doubler les capacités actuelles (installées et en construction) de stockage d'ici à mai 2025, pour atteindre un total de 146 MWh. Un deuxième programme de subvention d'un montant similaire devrait prochainement voir le jour.

#### - *énergies fossiles*

MOL va poursuivre en justice l'Etat slovaque, suite à la promulgation d'une loi instaurant une nouvelle taxe extraordinaire. Slovnaft, filiale slovaque de MOL, voit en effet ses profits imposés à hauteur de 70%, pour les exercices 2022 et 2023.

#### - *renouvelables*

Au cours du premier trimestre 2023, les capacités de production photovoltaïque ont augmenté de 516 MW, portant le total à 4 572 MW. Le moratoire sur le raccord des nouvelles centrales photovoltaïques au réseau électrique pourrait être levé prochainement.

Un système innovant est à l'étude à Bükkábrány pour produire de l'hydrogène vert grâce aux capacités électriques excédentaires de la centrale photovoltaïque. Ce système pourrait permettre de valoriser toute l'électricité produite lors des pics de production. Ce projet pilote, censé être opérationnel à partir du mois d'août, est le fruit d'un partenariat entre Bükkábrány

Photovoltaic Power Plant Project Ltd. et l'Université de Szeged, opérateur du parc énergétique de Bükkábrány.

MVM Green Generation a construit une centrale solaire d'une capacité de pointe de 23,97 MW à proximité de Szeged pour un investissement total de 9,4 Mds HUF (25,2 M€), dont 3,6 Mds HUF (9,7 M€) issus d'aides européennes et nationales. Grâce à cette nouvelle centrale, l'entreprise porte sa production d'énergie renouvelable à 320 MW, dont 260 MW issus de centrales photovoltaïques et 60 MW d'éolien et d'hydroélectrique. En 2022, la part de l'entreprise sur le marché de l'électricité solaire était de 7,7%. Elle prévoit d'atteindre 800 MW d'ici 2025 par la multiplication des investissements dans la géothermie, le biogaz, la biomasse et l'éolien, en cas de modification de la réglementation actuelle.

CATL va faire venir des travailleurs qualifiés chinois dans sa nouvelle usine de Debrecen, mais à terme, l'essentiel de la main d'œuvre sera assuré par des travailleurs hongrois. L'usine pourrait employer jusqu'à 9 000 personnes. Les travaux commenceront cet été pour des opérations pilotes dès 2024. A terme, il est prévu que l'usine consomme jusqu'à 300 MW d'électricité. Dans cette perspective, des investissements pour de nouvelles capacités de production électrique seront financés par CATL.

L'entreprise EcoPro BM a tenu une cérémonie d'inauguration des travaux de sa future usine de Debrecen. Le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur Péter Szijjártó était présent et a annoncé que l'investissement de 280 Mds HUF (730 M€) bénéficiait de 30 Mds HUF (80 M€) de subventions. Dans cette première usine européenne, EcoPro BM produira des matériaux pour cathodes utilisées dans les batteries au lithium des véhicules électriques.

### **- gaz**

En mars, la consommation de gaz naturel a baissé de 25,8% par rapport à 2022 sous l'effet conjugué des comportements individuels, des mesures prises par le gouvernement et de températures très douces. Les ménages ont diminué leur consommation de 26,8% et les industries de 25%. Les réserves de gaz sont actuellement pleines à 43%, un chiffre particulièrement élevé en cette période de l'année.

Selon l'opérateur public MVM, 81% des ménages ont réduit leur consommation de gaz par rapport à l'année passée et 65% d'entre eux ont une consommation inférieure au seuil à partir duquel le gouvernement cesse de subventionner le prix du gaz.

Dorénavant, la compagnie nationale MVM sera la seule autorisée à fournir en gaz les unités de chauffage collectif. En effet, un nouveau décret du gouvernement accorde ce monopole à MVM à partir d'octobre et invalide les contrats signés avec des entreprises tierces.

Shell a inauguré la première station-service pour gaz naturel liquéfié (GNL) en Hongrie. A cette occasion, Péter Szijjártó a mis en avant les mérites du GNL en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du fret routier (près de 9% des émissions totales du pays). L'usage de GNL permettrait de réduire de 15 à 30% les émissions par rapport aux carburants traditionnels.

## **Transport et infrastructures**

### **- ferroviaires**

Les travaux de rénovation de la gare Keleti de Budapest touchent à leur fin. Le public pourra accéder à ces espaces à partir du mois de mai. Les rénovations vont notamment renforcer l'accès de la gare aux personnes à mobilité réduite.

### - routières

La Commission européenne envisage de formellement ouvrir une enquête dans le cadre des concessions d'autoroutes accordées par la Hongrie pour une période de 35 ans. Une plainte a été déposée, alléguant qu'en dépit d'une offre publique seul un nombre réduit d'acteurs pouvaient espérer obtenir la concession. A ce stade, la Commission a simplement entamé une enquête préliminaire.

### - urbaines

De nouvelles pistes cyclables vont être construites à Budapest, dans le 10<sup>ème</sup> arrondissement. Des zones à faible vitesse vont être créées et plusieurs rues à sens unique seront accessibles aux cyclistes, et ce dans les deux sens. Des travaux similaires sont en cours dans les 15<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> arrondissements.

## Transport

### - routier

La vente de carburant a baissé de 18,2% au premier trimestre 2023 par rapport à 2022 (- 10,2% pour l'essence et - 22,4% pour le diesel) selon la Hungarian Petroleum Association.

Les deux principales fédérations des transporteurs routiers, MKFE et NiT Hungary, ont accueilli avec satisfaction l'annonce par le gouvernement d'une hausse des taux journaliers non imposables des chauffeurs. L'indemnité journalière non imposable pour les déplacements nationaux va passer de 3 000 HUF (8,1€) à 9 000 HUF (24,3€) et, pour les déplacements internationaux, de 60€ à 85€. Selon les fédérations, cette mesure va renforcer la compétitivité et la pérennité d'un secteur durement affecté par l'épidémie du coronavirus, la hausse des prix du carburant et la pénurie de chauffeurs.

### - aérien

Selon le CEO de l'aéroport de Budapest, la taxe spéciale mise en place sur le secteur aérien obère l'activité des compagnies aériennes et a un impact négatif sur le PIB hongrois avec la réduction du nombre de touristes. Il souhaite la réouverture du terminal 1 pour porter la capacité de l'aéroport à 4,5 M de passagers, contre 2,5 actuellement. Un troisième terminal pourrait être construit d'ici 2030. Le CEO sera remplacé d'ici l'été par Kam Jandu, l'actuel directeur commercial de l'aéroport.

Le site spécialisé Skytrax a décerné à l'aéroport de Budapest sa quatrième étoile, suite à un audit réalisé en mars. L'aéroport Liszt Ferenc rejoint donc les aéroports d'Heathrow (Londres), Schiphol (Amsterdam), Barcelone et Vienne. Cette promotion est liée aux investissements d'une valeur de 100 Mds HUF (267 M€) réalisés sur une période de 4 ans afin d'améliorer l'expérience des voyageurs.

Wizz Air a réalisé un investissement de 5 M GBP (5,7 M€) dans l'entreprise de bio-carburants Firefly. Grâce à ce premier pas dans ce secteur, Wizz Air espère se procurer du bio-carburant d'ici à 2028.

La Cour constitutionnelle a refusé d'intervenir dans le litige entre Ryanair et le gouvernement concernant la taxe sur les surprofits. Elle a estimé n'être pas compétente en la matière. En effet, suite à son arrivée au pouvoir en 2010, la Fidesz a réduit les compétences de la Cour et désormais celle-ci ne peut rendre de jugements sur des lois affectant le budget de l'Etat dès lors que la dette nationale est supérieure à 50% du PIB (la dette publique s'établit actuellement à 69,7% du PIB).

### - ferroviaire

Selon la compagnie ferroviaire MÁV, l'état du réseau hongrois va se traduire par un allongement du temps de trajet sur certaines lignes en 2023 et 2024. Celui entre Budapest et Szeged (la ligne 140) augmenterait ainsi de 13 minutes. Sont mis en cause notamment le manque de maintenance et d'investissement dans les trains et les voies ferrées qui découle des difficultés financières de la compagnie, elles-mêmes causées par la pandémie et l'augmentation des prix de l'énergie.

### - urbain

Whoosh devient la quatrième compagnie à lancer ses services de location de trottinettes électriques à Budapest. 750 trottinettes de l'entreprise estonienne sont désormais accessibles dans les 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements. Whoosh se démarque de ses concurrents (Lime, Bird et Tier) par de meilleurs tarifs. Les trottinettes stationneront à des emplacements spécifiques et cesseront automatiquement de fonctionner dans les zones piétonnes de la ville.

A partir du 22 mai, l'ensemble des stations de la ligne 3 de métro de Budapest seront accessibles aux voyageurs. Ce retour à la normale fait suite à 5 ans de rénovations, durant lesquels les 20 stations de la ligne ont fait l'objet de travaux de modernisation.

## République Tchèque

### Energie

#### - nucléaire

L'Alliance tchèque de l'industrie de l'énergie (CPIA) estime que l'industrie tchèque serait en mesure d'assurer la réalisation de jusqu'à deux tiers des composants des nouveaux réacteurs nucléaires en République tchèque. Par ailleurs, l'entreprise Witkowitz a annoncé développer un modèle de petits réacteurs modulaires (SMR) d'une puissance de 50 MW pour lesquels les premiers plans seront prêts sous deux à trois ans.

#### - gaz

Selon Eurostat, la République tchèque serait le pays de l'UE où le prix du gaz naturel résidentiel a le plus augmenté au cours du second semestre de 2022 (+231% en glissement annuel). Ces statistiques ont été critiquées par le Premier ministre Petr Fiala car elles ne tiendraient compte que des prix facturés aux nouveaux clients. A la demande du gouvernement, les entreprises énergétiques tchèques ont convenu de fournir aux autorités des données plus représentatives de la réalité des prix de l'électricité et du gaz payés par les consommateurs.

GasNet, qui exploite le plus grand réseau de distribution de gaz de République tchèque, a vu son bénéfice net chuter de -35% en 2022, à 1,9 Md CZK (79 M€), en raison de la baisse de la consommation de gaz. La société a enregistré une baisse du volume de gaz distribué, passant de 80 TWh à 65 TWh. A l'inverse, Net4Gas, l'exploitant du réseau de transport de gaz, a réalisé un bénéfice record de plus de 6 Md CZK (250 M€), en hausse de 64% par rapport à 2021, malgré la baisse des flux de transport et la cessation des paiements de son principal client, Gazprom.

### Transport et infrastructures

#### - ferroviaire

Le groupe České dráhy (Chemins de fer tchèques) a amélioré ses résultats financiers en 2022 par rapport à 2021 en enregistrant un bénéfice brut de 396 M CZK (16,6 M€), marquant la fin de deux années consécutives de pertes (-92,2 M€ en 2021), le transport de marchandises étant plus rentable que le transport de passagers. L'opérateur a transporté 157 M de voyageurs en 2021, en hausse de 36 M par rapport à l'année précédente.

La part de marché des opérateurs ferroviaires privés a continué de progresser en 2022. L'opérateur national České dráhy a perdu l'année dernière environ 1,3 point de parts de marché sur le transport de passagers, détenant au total 82,65%. L'opérateur RegioJet détient 6,26 % (+0,7%), Arriva 5,16% (-0,14%), GW Train Regio 1,91% (-0,01%), Leo Express 1,89% (+0,24%) et Die Länderbahn CZ 1,72% (+0,49%). Concernant le fret ferroviaire, les parts (en t.km brute) sont les suivantes : ČD Cargo 58,43% (+2%), Metrans Rail 9,43% (+0,27%), PKP Cargo International 5,47% (-1%), Rail Cargo carrier 3,98% (-0,77%) Orlen Unipetrol 3,94% (-0,63%).

### - mobilité propre

A l'initiative de la Chambre de commerce tchèque, plusieurs fédérations d'industrie ont signé une déclaration commune appelant à l'ajournement de 4 ans des nouvelles normes d'émission d'échappement (dites « Euro7 ») telles que proposées par la Commission. En plus du caractère irréalisable de certaines normes techniques, ces acteurs soulignent les effets de bord des nouvelles règles, notamment la baisse de la compétitivité de la filière, qui causerait une baisse du PIB de l'ordre de 2 à 3% et la suppression de 70 000 emplois selon leurs estimations, ainsi que le prolongement de l'utilisation des vieux véhicules moins respectueux de l'environnement.

### - transport routier

Le premier projet PPP autoroutier en République tchèque, de finalisation de l'autoroute D4 (axe Prague-Ceske Budejovice), est maintenant engagé depuis deux ans. Mis en œuvre par le consortium Via Salis regroupant les sociétés françaises Vinci Highways et Meridiam, ce PPP porte sur la construction de l'infrastructure, d'ici décembre 2024, suivie de son exploitation pendant 25 ans. Selon le ministre des Transports, Martin Kupka, qui s'est rendu sur le chantier le 15 mai en présence de l'Ambassadeur de France et des représentants des actionnaires français, ce projet prouve la pertinence du choix du modèle PPP pour le financement et la réalisation de projets d'infrastructure de transport majeurs. Le ministre a indiqué le lancement prochain d'appels d'offres pour la réalisation en PPP de l'achèvement de 35 km de l'autoroute D35 reliant Hradec Kralove et Olomouc, et le ministère étudie ce modèle pour deux sections ferroviaires (IV<sup>ème</sup> corridor Nemanice-České Budějovice en Bohême de Sud, estimé à 1 Md€, et la liaison entre le centre-ville et l'aéroport de Prague d'un montant de 0,65 Md€).

Le conseil des ministres a décidé de mettre fin, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023, à la mesure d'allègement fiscal sur le gazole, initialement prévue s'appliquer jusqu'à fin 2023. Le taux d'accise sera désormais à nouveau de 9,95 CZK (0,42 €)/l. La suppression du taux réduit, mise en place au 1<sup>er</sup> juin 2022 en réaction aux prix élevés du carburant sur les marchés européens et mondiaux pour soutenir temporairement la compétitivité des transporteurs tchèques, pourrait rapporter 720 M CZK (30 M€) /mois au budget d'État.

Transformation de forme juridique de la Direction des routes et des autoroutes (ŘSD) : la Chambre des députés a approuvé le changement de statut juridique de ŘSD d'un organisme semi-budgétaire (allowance organization) en une «entreprise d'Etat» au 1<sup>er</sup> janvier 2024, permettant de mettre en place un nouveau modèle de financement avec une visibilité de trois ans (contre 1 an actuellement) et une meilleure rémunération des employés pouvant attirer des spécialistes (ingénieurs, juristes, superviseurs de constructions, spécialistes IT etc.) avec pour conséquence la réduction des services aujourd'hui externalisés et des économies réalisées.

## Slovaquie

### - électricité

Selon les dernières analyses du ministère des Finances, le bloc nucléaire Mochovce 3 (en opération depuis février) et le bloc Mochovce 4, seraient insuffisants pour faire face aux besoins

électriques; la Slovaquie aurait besoin de 2 TWh supplémentaires. Les deux blocs devraient assurer une production annuelle à hauteur de 7 TWh mais les nouveaux besoins dépassent ce potentiel de production. L'électrification des aciéries de US Steel Kosice devrait consommer 2 TWh, la nouvelle usine automobile Volvo également 2 TWh, la fermeture de deux centrales thermiques devrait réduire la production d'électricité d'1 TWh, les pompes à chaleur et les véhicules électriques devraient augmenter la consommation d'1 TWh alors même qu'est envisagé l'accueil d'une gigafactory (3 TWh).

Le groupe ZSE (distributeur d'électricité en Slovaquie occidentale, gestion par le groupe allemand E.On) a acquis des crédits « verts » à hauteur de 315 M€. Ces crédits, octroyés par trois banques, ont pour vocation de financer notamment la modernisation du réseau de distribution.

Les deux distributeurs d'électricité historiques en Slovaquie – VSE à l'est (gestion par le groupe allemand E.On) et SSE au centre (gestion par le groupe tchèque EPH) ont affiché en 2022 des pertes, ZSE à l'ouest n'ayant pas encore présenté ses résultats. Ces pertes seraient imputables à leur rôle de distributeur en dernier ressort. En conséquence, SSE a eu des coûts supplémentaires de 3,5 M€ en 2021 et de 15 M€ en 2022, soit une perte de 11,3 M€ l'année dernière. VSE qui a déjà enregistré une perte en 2021 (-12,5 M€), a été à nouveau déficitaire (-2 M€), mais du fait principalement de factures non payées.

## Gaz

### - nucléaire

La société publique chargée du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires JAVYS a réalisé un profit de 3,3 M€ en 2022 avec un CA de 28,9 M€ (+ 17 % en g.a).

### - gaz

Le 27 avril, la société publique de gaz, SPP, a ouvert sa seconde station de service GNL ouverte aux poids lourds, bus et véhicules particuliers. La première station GNL a été ouverte en janvier à Trnava et la troisième devrait être ouverte cette année à la frontière avec la Tchéquie. Ce projet fuelCNG soutenu par la Commission européenne est cofinancé par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

### - renouvelables

Les autorités slovaques, dans le cadre de l'étude d'impact environnemental, ont approuvé le **premier projet de géothermie** (production combinée de chaleur et d'électricité à proximité de Presov, 90 000 habitants). Pendant la première phase du projet, la puissance installée de la centrale de 6,4 MW devrait assurer la production d'électricité pour 20 000 ménages et la chaleur pour 6 000 ménages. L'investissement s'élève à 64 M€ pour un début de production en 2028. L'investissement devrait commencer par le creusement d'un puit de 3,5-4 km afin de confirmer la capacité des eaux géothermiques.

### - hydrogène

Fin avril, la région de Kosice a créé la société « Autobusova doprava KSK » dont elle est l'unique actionnaire visant à assurer i) le verdissement du parc de bus de transport public interurbain, ii) le financement des infrastructures de transport public de passagers en priorisant les technologies d'hydrogène. Pendant la première phase, la société devrait se procurer, grâce aux fonds européens, 1 à 2 bus H<sub>2</sub>. La création de cette société régionale fait suite à une autre société régionale W2H2 KSK chargée de l'installation d'un électrolyseur pour produire de l'hydrogène. Enfin, le conseil régional a approuvé la soumission du projet H2EU EAST GATE au programme Horizon Europe avec la création de la « Vallée de l'hydrogène » dans la région de Kosice.

### - charbon

La société minière Hornonitrianske bane Prievidza prépare l'arrêt de l'extraction du charbon avec une dernière extraction de 780 000 t en 2023. A l'heure actuelle, la mine emploie 1 837 employés dont 1 020 mineurs. Pendant les années 2024 et 2025, la société procédera à l'arrêt de l'activité minière, aux travaux de fermeture des couloirs souterrains et à la revitalisation des espaces impactés par l'activité minière. Depuis janvier 2021 jusqu'à fin mars 2023, la mine a reçu 11,8 M€ du ministère de l'Economie pour couvrir les coûts extraordinaires relatifs à l'arrêt de l'activité dont principalement les coûts liés au licenciement (2,5 M€), aux travaux de sécurité souterrains (6 M€), et à l'assainissement des espaces (1 M€).

### - chaleur

La société publique MH Teplarensky holding (MHTH) qui exploite six sociétés de chauffage urbain, réalise actuellement deux projets. A Zilina (nord, 81 000 habitants) depuis mi-mars, MH investit 10 M€ dans le changement des conduites de vapeur afin de remplacer la vapeur par l'eau chaude. A Martin (nord, 54 600 habitants), MH TH porte un projet similaire. Le groupe a obtenu mi-avril 5 M€ de subvention du Fonds environnemental alimenté par le Fonds de modernisation.

## Transports

Mi-avril, le conseil des ministres a approuvé un projet de loi qui vise l'unification du système tarifaire entre le transport ferroviaire, le transport en bus interurbain et le transport municipal permettant le recours à un seul titre de transport à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

### - routier

La Société nationale des autoroutes lance un AO sur l'étude de faisabilité concernant le doublement du tunnel « Branisko » situé à l'est du pays sur la principale autoroute D1 reliant la capitale avec la deuxième ville du pays Kosice. Ce tunnel de 5 km (le plus long à ce jour en Slovaquie) construit pendant les années 1996-2003 ne dispose que d'une route à une voie. <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:262213-2023:TEXT:FR:HTML&src=0>

Les recettes issues du péage électronique appliqué aux poids lourds et bus ont atteint 59 M€ au premier trimestre 2023, tout comme en 2022, soit des recettes en augmentation de 10% par rapport au premier trimestre 2019.

Début mai, le ministère de l'Economie a lancé un appel d'offres pour de nouvelles bornes de recharge. Cet appel d'offres concerne en particulier les régions et les municipalités avec au moins 7 000 habitants. L'enveloppe dédiée est de 10,2 M€ via un financement du PNRR. Pour mémoire, en début d'année, il y avait 1 483 bornes de recharge publiques (+45 % en g.a.) sur 629 sites (+46 %). Les ¾ des bornes étaient de 22 kW, ¼ de 50 kW. Il y avait également 96 bornes ultra rapides avec une puissance 150 – 350 kW.

Suite à son dernier rapport, l'unité analytique du ministère des Finances s'interroge sur l'utilité de la construction du tunnel sous les Petites Carpates à Bratislava. Pour mémoire, ce tunnel situé sur l'autoroute D4 devrait relier les autoroutes D1 (Bratislava – Kosice) et D2 (Bratislava – République tchèque). La longueur devrait atteindre 11,8 km et les coûts s'élever à 1,7 Md€. Selon le ministère, l'étude de faisabilité obsolète (2009) ne justifie le projet. Le tunnel ne se trouve ni dans les priorités des infrastructures routières ni dans les documents stratégiques de la région de Bratislava.

## - ferroviaire

La société municipale chargée du transport public de passagers à Bratislava, Dopravny podnik Bratislava (DPB) a lancé début mai deux AO concernant la reconstruction de la ligne de tramway dans la zone industrielle située à l'est. Au vu des retards de construction sur la nouvelle ligne dans le quartier Petržalka, DPB lance de nouveaux projets afin d'utiliser les fonds de la période 2014-2020 d'ici la fin de l'année. Le premier AO concerne 1 874 m de rail pour un montant estimé à 10,5 M€, le second 1 388 m avec un montant estimé de 9,2 M€. La date limite pour déposer l'offre a été fixée pour le 29 mai. <https://www.uvo.gov.sk/vestnik-a-registre/vestnik/oznamenie/detail/603808?cHash=15b98f74ea1ea64bce1a9ee4816567b0> ; <https://www.uvo.gov.sk/vestnik-a-registre/vestnik/oznamenie/detail/603807?cHash=9db3d7060eea1db1f2e4c2e585552638>

Le 25 avril, le ministère des Transports, la région de Bratislava et la société publique chargée des infrastructures ferroviaires (ZSR) ont signé un mémorandum de coopération pour une étude de faisabilité concernant la construction de deux nouvelles lignes ferroviaires reliant deux quartiers de Bratislava avec deux autres municipalités de la région de Bratislava.

Le 24 avril, la Commission européenne a confirmé l'allocation de 190 M€ du Fonds de cohésion 2014-2020 en vue de l'achèvement des infrastructures ferroviaires de la gare de triage de Žilina-Teplička (nord du pays). Ce financement permettra la reconstruction et la modernisation de stations ferroviaires, de 7,85 km de voies ainsi et autres infrastructures liées (murs anti-bruit, reconstruction des ponts, des passages souterrains pour les piétons et les cyclistes etc.).

## - aérien

Pendant le premier trimestre 2023, l'aéroport de Bratislava a reçu 212 558 passagers, en hausse de 54,6 % en g.a, soit 55 % des passagers accueillis au premier trimestre 2019.

## Environnement

L'unité analytique du ministère de l'Environnement « *Institut de la politique environnementale* » a publié en avril son analyse « *Chef! Les communes brûlent!* ». Cette analyse détermine le risque pour les municipalités du fait des chaleurs extrêmes, de la sécheresse et des précipitations extrêmes, phénomènes liés au changement climatique. Les chaleurs extrêmes concernent les municipalités dans le sud du pays dont notamment le centre de Bratislava et les districts de Komarno et Nove Zamky. Quant à la sécheresse, elle concerne également les districts dans le sud du pays. Pour les précipitations extrêmes, est concerné le nord du pays. Pour en savoir plus, merci de contacter le Service économique de Bratislava.

## Lituanie

### Energie

#### - électricité

Suite à l'approbation par le Conseil national de régulation de l'énergie (VERT) de la procédure d'utilisation des réseaux de transports d'électricité en mars 2023, 63 demandes de raccordement au réseau ont été reçues par Litgrid, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité lituanien. Parmi elles, 30 ont été retenues et représentent une puissance de 3,2 GW: 1 GW d'éolien, 1,65 GW de solaire et 550 MW d'installations de stockage d'énergie. La période de soumission des projets par les entrepreneurs se clôturera le 13 juin 2023.

### - solaire

A Trakai un projet de construction d'un parc de centrales solaires d'une capacité de 4000 kWp va pour la première fois être financé par des prêts récoltés via la plateforme de crowdfunding « Letsinvest ». Le prêt total devrait atteindre 2,56 M€ et sera accordé sur une période de 9 mois. Le premier tour du financement participatif a permis de récolter 260 000 € en 3h et la deuxième phase a permis d'en récolter 1,7 M€. Cette dernière, ouverte à tous, pourrait permettre aux investisseurs de percevoir jusqu'à 11% d'intérêts annuels. Le projet sera construit par la filiale locale de l'entreprise Vindo Solar BV.

### - hydrogène

L'hydrogène connaît un intérêt croissant en Lituanie et de nombreux investissements vont être réalisés d'ici à 2030. Au-delà du projet Achema (voir plus haut), l'entreprise Linde gas est en train d'élaborer une stratégie sur les projets en Finlande et dans les pays baltes puisque sa maison-mère a prévu de dépenser cette année plus d'un tiers de son budget de recherche et développement, soit 1 Md €, pour des projets de développement de l'hydrogène. Dans cette optique, en Lituanie, l'entreprise recherche des clients et des fournisseurs d'énergie verte pour mener ses projets à terme.

## Transport

### - maritime

Les travaux de dragage des chenaux extérieurs et intérieurs du port de Klaipėda ont été achevés pour un coût de 94,1 M€ et financés à hauteur de 28 M€ par les fonds européens. Ces travaux d'aménagement devraient contribuer à faire rayonner le principal port lituanien en attirant plus de compagnies maritimes avec des flottes de grande envergure et une capacité de cargaison de marchandise plus grande.

### - routier

A Kaunas, l'entreprise « Spark », spécialisée dans la mise à disposition de véhicules électriques, a commencé à opérer. Près de 100 voitures y sont disponibles à la location depuis mi-avril. Cette opération a été possible grâce à la construction d'une vingtaine de bornes de recharge publiques dans les rues de Kaunas par le développeur Eldrive Lituanie. L'objectif est, dans un second temps, d'étendre l'ensemble du réseau à toute la Lituanie.

A Vilnius, la municipalité, la société Vilnius Public Transports (VTT) et la BERD ont conclu un accord de 38,23 M€ pour l'achat de 91 nouveaux trolleybus. Ce projet s'inscrit dans la logique de transition vers une ville à la mobilité durable et accessible. Le financement de ce projet repose sur les 30,58 M€ accordés par la BERD et les 7,65 M€ octroyés par le Fonds international de coopération et de développement de Taïwan. De son côté, l'entreprise VTT a obtenu un financement à hauteur de 10 M€ dans le cadre du programme sur le réchauffement climatique. Plus généralement, les différentes municipalités lituaniennes vont recevoir près de 332,6 M€ de fonds européens pour la période 2021-2027 afin de mettre en œuvre leur plan de mobilité urbaine durable (DJMP).

Des amendements au Code de transports routiers ont été adoptés par le Seimas afin d'inclure les télécabines et les téléphériques à la liste des transports publics dans le pays. Cette décision a pour vocation de proposer une alternative au transport routier, de réduire les embouteillages et de favoriser les moyens de transports moins polluants.

## Infrastructures et Construction

De grands projets de constructions et de rénovation sont prévus en Lituanie dans les années à venir. Selon l'administration lituanienne des routes (LAKD), 27 ponts et viaducs devront être

réparés en 2023 pour un montant de 58,8 M€. En 2024, ces projets concerneront 35 ponts et coûteront environ 70 M€. D'ici 2026, près de 72 ponts devront être réparés. La LAKD prévoit également de mettre en place une carte interactive – qui sera disponible au troisième trimestre 2023 – et qui permettrait de présenter les ponts, leur localisation, leur état d'avancement, les échéances, le degré de priorité, etc.

La société immobilière Darnu Group a récemment acquis 65 ha à Vilnius - Užusienis, un espace qui pourrait permettre de loger près de 7 000 personnes dans ce quartier situé dans le sud de la capitale et encore peu développé. La mise en œuvre ne devrait pas débuter avant mi-2024 après la publication et la présentation des projets au grand public.

## Environnement

Afin de veiller à la bonne application de la législation environnementale, un drone survolera, pendant 3 mois, le port de Klaipėda, de la lagune de Courlande et de la mer Baltique. Cette opération sera assurée par l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM) et opérationnalisée par ALTUS S.A. Ce projet intervient alors que la société de production de carton Grigeo Klaipėda a vu son plan de restauration environnemental rejeté pour la sixième fois depuis février par le Département de la protection de l'environnement (ADD). ADD avait auparavant déposé une plainte contre l'entreprise afin d'obtenir 48 M de dollars de dommages et intérêts.

## Lettonie

### Energie

Le 19 avril 2023, la compagnie gazière « Latvijas Gaze » a signé un accord définitif pour vendre sa filiale Gaso à la société gazière estonienne « Eesti Gaas ». Le montant de la transaction qui devrait être finalisée d'ici la fin de l'année 2023 s'élève à 120 M€. L'entreprise « Eesti Gass » a déjà soumis une demande auprès du Cabinet des ministres et du Conseil letton de la concurrence en vue de demander l'autorisation d'acheter Gaso à « Latvijas Gaze ».

L'opérateur de transport et de stockage de gaz naturel Conexus Baltic Grid (Conexus) a investi 5,5 M€ dans des projets permettant de garantir la sécurité de l'infrastructure de transport de gaz et d'offrir aux utilisateurs du système de nouvelles possibilités d'approvisionnement et de stockage du gaz naturel dans l'installation de stockage souterrain d'Incukalna et dans la zone de marché unifié.

A partir du 1<sup>er</sup> mai 2023, les tarifs de la compagnie gazière « Latvijas Gaze » pour ses clients résidentiels diminueront de 37 % pour le gaz à visée cuisson, et de 24 % pour le gaz de chauffage. Le service universel prévoit un prix fixe du gaz naturel pour six mois.

Le développeur de parcs éoliens letton « Sager » et le producteur chinois de turbines à vent « Sany Renewable Energy » ont convenu de créer une société commune pour le développement de parcs éoliens en Lettonie d'une capacité supérieure à 1 GW.

### Transports

Lors des trois premiers mois de l'année 2023, l'aéroport international de Riga a accueilli un total de 1,3 M de passagers, soit une hausse de 58% par rapport à la même période de l'année précédente. Ces résultats témoignent du rétablissement du trafic après la pandémie et atteignent le même niveau que la moyenne des aéroports européens. Toutefois, le nombre de passagers desservis au début de l'année est encore de 12 % inférieur à la période d'avant la pandémie.

## Estonie

### Nominations

Le Directeur du Département des Transports de Tallinn, Andres Harjo, a présenté sa démission après 28 ans à ce poste. Il sera remplacé le 30 juin, après le processus de sélection de son remplaçant.

### Energie

Eesti Energia a versé 68,9 M€ de dividendes au titre de 2022, dont la majorité revient au gouvernement estonien et est directement ajoutée au budget de l'Etat.

L'entreprise a produit 1 298 GWh lors du premier trimestre 2023 (-21,9% en glissement annuel), dont 539 GWh à base d'énergie renouvelable (+30% en glissement annuel). Sur cette base, Eesti Energia a dégagé un profit net de 142,6 M€ sur le premier trimestre 2023 (contre 77,2 M l'an passé, +59%). Cela tient principalement à ses performances commerciales : l'entreprise a engrangé 582,7 M€ de ventes – dont 60% hors d'Estonie. Ce profit et ces résultats permettent de financer de nombreux investissements renouvelables, par le biais de sa filiale Enefit Green, et de renforcer le réseau, par le biais de sa filiale Elektrilevi.

Au cours de la saison hivernale (1<sup>er</sup> octobre 2022 au 31 mars 2023), le gouvernement estonien a versé 109,5 M€ afin d'aider les ménages. Le Ministère des Affaires Economiques avait provisionné 154,4 M€, mais la douceur de l'hiver a permis d'atténuer les besoins de chauffage des ménages.

#### - *électricité*

Elering, GRT estonien, et 50Hertz, GRT allemand, vont étudier la possibilité de construire un câble sous-marin reliant l'Estonie et l'Allemagne. Ce câble, qui s'appellerait le Baltic WindConnector, pourrait permettre de transporter jusqu'à 2000 MW entre les deux pays. Une première estimation indique qu'il mesurerait environ 750 km.

Le gouvernement estonien souhaite lutter contre les connexions fantômes sur son réseau électrique, qu'il estime à 1,100 MW. Porté par le précédent gouvernement, un projet de loi impose une « caution » de l'ordre de 38€ par KW dès lors qu'un producteur souhaite brancher sur le réseau un équipement dont la capacité dépasse 15 KW. Plusieurs acteurs souhaitent aménager cette loi, jugeant que de nombreux facteurs peuvent expliquer un retard de production.

#### - *renouvelables*

En avril 2023, Enefit Green a produit 107,4 GWh d'électricité à base d'énergie renouvelables (-0,8% en glissement annuel). Ce résultat est jugé décevant, mais s'explique par la faible production des parcs éoliens estoniens – du fait d'un vent trop faible.

Sur le premier trimestre 2023, Enefit Green a produit 406 GWh d'électricité (+10% en glissement annuel). Cette production a permis au groupe de dégager 30,5 M€ de profits (-13% en glissement annuel, en raison d'une hausse des coûts). Dans le même temps, Enefit Green poursuit son investissement dans le développement des énergies renouvelables : l'entreprise a investi 92 M€ à cette fin lors du premier trimestre 2023.

## Transports

### - *mobilité douce et automobile*

L'opérateur postal estonien, Omniva, souhaite accroître la taille de sa flotte électrique. Omniva a d'ores et déjà procédé à l'achat de Renault Kangoo ZE cette année et en compte désormais 42. L'entreprise teste actuellement une solution néerlandaise, Paxster.

La ville de Tallinn est actuellement confrontée à une congestion automobile inédite. En raison de travaux simultanés, principalement liés à la construction des nouvelles lignes de tramway, plusieurs axes majeurs sont fermés. En conséquence, certaines lignes de bus accusent jusqu'à une heure de retard. Le maire de Tallinn a indiqué que cette situation allait perdurer jusqu'à la fin de l'année.

En avril 2022, 1923 nouvelles voitures ont été achetées en Estonie (+8,2% en glissement annuel). Les voitures électriques représentent 5,8% des voitures achetées (112), les voitures hybrides 38,3%. Cette hausse s'explique, notamment, par une anticipation de la taxe automobile que le gouvernement estonien envisage.

### - *maritime*

Le Port de Tallinn a versé 19,2 M€ de dividendes au gouvernement estonien, directement ajoutés au budget de l'Etat.

### - *aérien*

Air Baltic a annoncé 11 nouvelles lignes dans la région balte, dont 4 depuis Tallinn. Cet hiver, Air Baltic opérera des vols directs entre Tallinn et Tampere, Amsterdam, Tenerife et Genève.

L'Estonian Air Navigation Services (EANS) a obtenu un prêt de 13 M€ auprès de la Nordic Investment Bank afin d'améliorer ses systèmes de surveillance et de gestion du trafic aérien. Le prêt permettra notamment d'accroître les projets de coopération transfrontalière avec la Finlande. L'Estonie et la Finlande mènent un projet de coopération pouvant servir de pilote en vue d'une initiative européenne pour un *Single European Sky*.

En avril 2023, l'aéroport de Tallinn a accueilli 232 936 passages (+7,2% en glissement annuel). Le mois de mai va, lui, marquer le début de la saison estivale: des lignes vers Split, Rhodes, Dubrovnik et Héraklion vont ouvrir, opérées par Air Baltic. Les lignes estivales habituelles sont en place: Berlin, Oslo, Malaga, Nice (3 fois par semaine). Enfin, la liaison entre Paris et Tallinn est maintenant opérée 4 fois par semaine.

## Infrastructures

### - *construction et immobilier*

La ville de Tallinn va dédier 400 000 € à la rénovation de bâtiments en 2023, répartis entre 54 projets. Les projets devront être réalisés d'ici au 30 novembre, et le financement ne sera versé qu'après réalisation du projet.

### - *Rail Baltica*

Les études d'impact environnemental se poursuivent positivement. Sur les 8 études lancées, chacune dédiée à une section de la ligne, 5 sont revenues avec une évaluation positive. L'entreprise Rail Baltic Estonia est confiante quant à l'avancée des dernières études.

Rail Baltica va mobiliser environ 1500 ha, dont 60% appartiennent à des acteurs privés. En mai 2023, la branche estonienne du projet estime avoir acquis environ 30% des terrains privés nécessaires – sans avoir connu trop de difficultés et en ayant dépensé moins de 10 M€ (budget

total de 20 M€ pour l'achat des terrains). L'achat des terrains devrait se poursuivre dans les prochains mois, à l'exception des terrains de la région de Pärnu en raison de la mise à jour du plan régional pour celle-ci.

### - infrastructures routières

Le gouvernement a décidé de suspendre la préparation d'un rapport devant déterminer l'opportunité de construire une liaison routière permanente entre les îles de Muhu et de Saaremaa. Ce choix est justifié par la nécessité de réaliser des économies. En conséquence, les liaisons maritimes et aériennes seront maintenues voire accrues.

## Environnement

### - économie circulaire et déchets

Grâce aux dernières réglementations européennes, le secteur des emballages réutilisables a multiplié par 4 ses revenus en 2022. Cette hausse s'explique par une explosion des commandes : le nombre de clients a été multiplié par deux. La hausse devrait être particulièrement marquée à compter de 2024 puisque l'utilisation d'emballages à usage unique sera interdite dans les événements publics en Estonie. Cette disposition va s'appliquer à Tallinn dès l'été 2023.

## Calendrier

- Conférence [Nuclear Energy for Latvia](#), le **24 mai 2023** à Riga
- [Forum Energies France Estonie](#), **13 juin 2023** à Paris, organisé par la MEDEFI
- Congrès annuel de l'Association de l'Energie Eolienne polonaise, [PWEA 2023](#), du **20 au 22 juin 2023** à Serock
- Salon international dédié au matériel roulant [TRAKO](#) du **19 au 21 septembre 2023** à Gdansk
- Congrès [DISE – Energy Transition to phase out the crisis](#), les **27-28 septembre 2023** à Wrocław
- Conférence Eco-Miasto, sur la ville durable le **10 octobre 2023** à Varsovie
- Salon [POLECO](#) dédié à la protection de l'environnement, du **17 au 19 octobre** à Poznan

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie  
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga, SE de Vilnius, SE de Tallinn

Pour s'abonner : [noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr](mailto:noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr)